

Tribune libre

D'Athènes à Paris : à bas tous les Etats policiers.

L'insurrection grecque.

Le 6 décembre, la police grecque assassinait un jeune de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, d'une balle dans la tête. C'est ce qui a déclenché une explosion de colère sociale dans la jeunesse qui subit au quotidien le harcèlement et le mépris de la police, et la politique d'austérité menée par le dirigeant du gouvernement Grec et ami de Sarkozy : Kostas Karamanlis.

Depuis près d'un mois, la jeunesse se soulève massivement pour mettre fin à ces politiques. C'est ainsi que des affrontements violents entre forces de l'ordre et insurgés se produisent tous les jours, les symboles du capitalisme et du pouvoir liberticide et assassin sont pris pour cible.

La mobilisation est aussi liée au contexte social global que connaît la Grèce, à la politique de rigueur menée par le gouvernement de « centre droit », aux scandales de corruption, au chômage élevé, notamment chez les jeunes (23 %), à la précarité, tout cela fortement aggravé par la crise économique. En effet, ce sentiment de colère est partagé par tout le peuple grec qui a participé massivement le 10 décembre à une grève générale contre la politique économique du gouvernement.

La convergence des luttes, que craignent tellement nos gouvernements, affaiblit chaque jour un peu plus le président de centre droit : « *Des cadeaux aux banques, mais des balles contre la jeunesse : l'heure est venue de prendre nos affaires en main !* »

« *Les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce* », aurait déclaré Sarkozy, mercredi 10 décembre, lors d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Élysée, d'après Le Figaro

Parce que leurs frontières sont artificielles et que nos gouvernements sont les mêmes, nous sommes solidaires de l'insurrection grecque ! Il s'agit de la première explosion sociale européenne face au libéralisme et aux Etats policiers. Un scénario comparable est envisageable dans toute une série de pays européens.

La France, comme tous les autres pays européens, n'échappe pas aux politiques liberticides et aux attaques sociales de l'Etat capitaliste. Dans nos prisons sont aujourd'hui enfermés plusieurs dizaines de prisonniers politiques. De Tarnac à la répression lycéenne nous exigeons l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre les militants du mouvement social. Mais la répression de l'Etat Sarkoziste ne s'arrête pas là. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy, la police a de plus en plus de droits : utilisation du Taser, arme reconnue dangereuse voire mortelle, pour neutraliser n'importe quel individu, rafles des sans papiers dans nos écoles et nos quartiers, contrôles renforcés à l'aide des nouvelles technologies et fichage systématique.

Cette politique répressive permet à Sarkozy de distribuer des milliards à ses amis les banquiers et les patrons pendant que des milliers de salariés perdent leur emploi et s'enfoncent dans la précarité.

Les banques reçoivent des milliards d'euros alors que nos écoles, nos hôpitaux et nos services publics ont besoin d'argent pour satisfaire les besoins du plus grand nombre.

C'est pour toutes ces raisons que nous affirmons notre entière solidarité avec les mobilisations en cours en Grèce et, il faut bien le dire, nous ne craignons pas, comme tant d'autres, la contagion, nous la souhaitons, de même que nous souhaitons, en Grèce et ailleurs, la convergence entre les luttes de la jeunesse et celles des salariés.

NPA comité université msa

Rassemblement

Jeudi 8 janvier 2009 17h -

Devant le consulat Grec de Rouen,

22, Rue de Mustel (près de la nouvelle préfecture)